

Pour l'Afrique, par l'Afrique – avec le soutien de la Norvège

La Norvège investit plus de 3 milliards de couronnes norvégiennes dans des initiatives visant à promouvoir une croissance économique plus inclusive et à renforcer la résilience face aux crises futures dans les pays africains à faibles revenus. Cette contribution à la lutte contre la pauvreté sera acheminée par l'intermédiaire du Fonds africain de développement (FAD) au cours des trois prochaines années. Jamais auparavant autant de pays africains n'avaient eux-mêmes contribué à ce Fonds.

La Norvège verse plus de 3 milliards de couronnes norvégiennes au Fonds africain de développement (FAD) pour la période 2026-2028 (FAD-17). Les ressources du Fonds sont utilisées dans les 37 pays les plus pauvres d'Afrique, l'accent étant mis en priorité sur le renforcement des institutions publiques et l'amélioration de la gouvernance économique.

Pour la Norvège, il s'agit d'une aide efficace, car le Fonds mobilise d'importants capitaux extérieurs et privés, augmentant ainsi l'impact de chaque dollar investi.

« Nous savons que disposer d'un emploi, d'un revenu décent et de conditions de travail décentes est le moyen le plus important pour les populations de sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Cela vaut aussi bien en Norvège qu'ailleurs dans le monde. Le Fonds africain de développement est un partenaire essentiel pour y parvenir – notamment parce que la Banque et le Fonds jouissent d'une forte légitimité auprès des pays africains », a déclaré M. Aukrust.

L'un des piliers essentiels de l'action de la Banque africaine de développement et du Fonds consiste à aider les pays à mobiliser leurs ressources nationales, notamment par le biais de la fiscalité, et à gérer ces recettes de manière à ce qu'elles profitent à la population. Cela est essentiel pour attirer les investissements privés, qui contribuent à leur tour à la création d'emplois. L'emploi est au cœur des efforts visant à éradiquer la pauvreté.

« L'objectif de notre engagement au sein du Fonds africain de développement est de soutenir des économies plus inclusives et résilientes, ainsi que des sociétés stables. Le Fonds a démontré sa capacité à aider les pays africains les plus pauvres dans leurs efforts à long terme pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement durable. À terme, cela contribue à réduire la dépendance à l'égard de l'aide », a déclaré le ministre du Développement international, Åsmund Aukrust.

Le Fonds investit dans le développement d'infrastructures essentielles, telles que celles du secteur de l'énergie. Cela contribue à rendre les pays plus autonomes et moins vulnérables aux chocs extérieurs. L'accès à l'énergie est également une condition préalable au développement.

Lorsque le FAD a été créé en 1972, aucun pays africain ne contribuait au Fonds. Aujourd'hui, 25 pays y contribuent.

« Cela reflète le fait que de nombreux pays africains ont connu – et continuent de connaître – une croissance économique, ce qui est essentiel pour assurer la stabilité et la prospérité des populations vivant aujourd'hui en Afrique, en particulier des jeunes. Cela démontre également une volonté de voir l'Afrique s'approprier davantage le FAD en tant qu'instrument de leur propre développement, ainsi qu'une volonté de soutenir les pays qui sont encore confrontés à des défis majeurs. La Norvège se félicite de cette appropriation accrue par l'Afrique », a déclaré le ministre du Développement international.

Quelques faits sur la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds africain de développement (FAD)

La Banque africaine de développement a pour mission de promouvoir le développement économique et social en Afrique. La stratégie décennale de la Banque (2024–2033) s’articule autour de deux objectifs généraux : une croissance verte inclusive et des économies résilientes. Les domaines prioritaires comprennent les infrastructures et l’énergie, l’agriculture et la sécurité alimentaire, l’industrialisation et l’intégration régionale. La Banque s’efforce également de s’attaquer aux causes profondes des déplacements de population et des migrations forcées, en mettant particulièrement l’accent sur la gouvernance économique et l’emploi, notamment pour les femmes et les jeunes.

La Norvège et d’autres pays membres participent aux augmentations périodiques du capital social de la Banque sous la forme de souscriptions d’actions par le biais de versements annuels, assortis de garanties d’État. La majeure partie des contributions de base de la Norvège consiste toutefois en des subventions versées au Fonds africain de développement, qui fournit des services de conseil et des financements sous forme de prêts à des conditions très préférentielles et de subventions aux 37 pays les plus pauvres. Les pays donateurs contribuent par le biais de reconstitutions de ressources tous les trois ans. Les contributions pour la période 2026-2028 (FAD-17) ont été annoncées à Londres en décembre 2025.

La Norvège verse plus de 3,1 milliards de couronnes norvégiennes au Fonds africain de développement sur la période triennale 2026-2028 (ADF-17), y compris une contribution supplémentaire destinée à l’adaptation au changement climatique par le biais du volet « Action pour le climat » du Fonds. La contribution de la Norvège pour 2026 au Fonds africain de développement et à son volet « Action pour le climat » est actuellement en cours de décaissement.